

CIBLE

Inertie

Après avoir perdu la bataille du CPE, Dominique de Villepin aurait dû démissionner. Il s'accroche vulgairement à son poste et se condamne ainsi à expédier les affaires courantes jusqu'à l'élection présidentielle.

La France, qui est en campagne électorale depuis 2005 par l'effet des candidatures annoncées, ne sera pas gouvernée jusqu'en juin 2007 puisque, après la présidentielle d'avril, des élections législatives auront lieu en juin. Viendra ensuite la période des vacances...

Comme le jeu électoral opposera probablement deux fractions de l'oligarchie, aucune rupture salutaire n'est à attendre de cette période électorale. C'est donc de manière marginale que la France participera au mouvement de l'histoire, alors qu'elle pourrait jouer un rôle déterminant. Le président de la République pourrait certes remplir sa mission sur la scène internationale mais il est limité par le quinquennat et discrédité par ses échecs politiques.

Nos allons perdre beaucoup de temps, alors que les travailleurs de notre pays continuent d'être sacrifiés à l'ultra-concurrence. Avant comme après les élections la révolte ne cessera d'être à l'ordre du jour.

DÉMOCRATIE

La raison des nations

Gauche

**Retour au
socialisme ?**

p. 6-7

Histoire

**L'épopée
Leclerc**

p. 10

À propos des 500 signatures

C'est une rumeur persistante, qui court dans les couloirs de l'Assemblée Nationale, du Sénat et de quelques autres chambres stratégiques. Une rumeur inquiétante pour notre démocratie. Le gouvernement songerait sérieusement à faire passer le nombre de signatures d'élus nécessaires pour être officiellement candidat à l'élection présidentielle de 500 à 700.

Cette rumeur n'est pas nouvelle mais elle est plus nuancée, plus perverse que celle qui la précédait. En effet, nul n'ignore que le gouvernement a déjà étudié l'année dernière la possibilité de faire passer de 500 à 1000 le nombre de signatures d'élus nécessaires pour pouvoir se présenter à la présidentielle. Mais les résultats de ces projections conjecturales ont été catastrophiques : il a été établi comme *fort probable*, dans l'hypothèse des 1000 signatures requises, que ni l'UDF, ni la LCR, ni le PT, ni les Verts, ni même le FN ne seraient capables d'obtenir le sésame leur permettant de participer au débat présidentiel. Autrement dit que l'élection se jouerait entre trois candidats : le candidat du parti communiste, le candidat du parti socialiste et le candidat de l'UMP ! Une parodie de démocratie en perspective...

Le gouvernement a donc rangé au placard l'hypothèse

des 1000 signatures. Mais n'a pas pour autant complètement renoncé à l'idée de revoir à la hausse le nombre de signatures nécessaires. Pourquoi ? Tout simplement parce que le spectre du 21 avril 2002 plane encore dans toutes les têtes des énarques qui nous gouvernent. Car, qu'ils soient de droite ou de gauche, les énarques ont vécu comme une défaite personnelle le séisme du 21 avril 2002 et rien ne les effraie plus aujourd'hui que la perspective d'un nouveau 21 avril... en 2007. C'est pourquoi ils ont, dans un premier temps, fait passer une loi contraignant tous les maires qui donneront leur signature à un candidat à rendre public le choix qu'ils auront fait (espérant ainsi réduire fortement la possibilité d'être présent des partis d'extrême droite et d'extrême gauche)(2). C'est pourquoi, également, ils veulent aujourd'hui passer de 500 à 700 signatures afin, par une sélection

un peu plus difficile, d'éliminer encore quelques candidats.

Étant moi-même candidat à l'élection présidentielle, je pense qu'il s'agit d'une erreur politique majeure et d'une faute démocratique, car l'un des maux les plus profonds dont souffre notre république est une évidente crise de la représentation politique. Il ne se passe pas un jour sans que des citoyens me confient qu'ils ne se reconnaissent dans aucun des partis politiques présents actuellement dans ce que l'on appelle le *paysage politique français*.

C'est un paysage qui manque de relief disent-ils, de diversité, et incapable de représenter correctement la richesse des opinions politiques émises dans le pays.

À l'évidence, le paysage politique français a besoin d'un nouveau souffle. Et ce nou-

veau souffle passe par la possibilité pour de nouveaux partis politiques de participer au débat présidentiel. C'est la raison pour laquelle j'ai fondé le MUC - Mouvement de l'Utopie Concrète - en 2002 et c'est également la raison pour laquelle je pense que non seulement il ne faut pas faire passer de 500 à 700 le nombre de signatures d'élus nécessaires pour se présenter mais qu'il faut même le faire passer de 500 à 300, de manière à favoriser l'émergence de nouvelles voix dans le concert politique français. Enfin je pense qu'il faut absolument comptabiliser le vote blanc dans toutes les élections, seul moyen de mesurer l'insatisfaction des électeurs face au type de représentation politique qui leur est proposé.

Les Français ne vont pas pouvoir continuellement descendre dans la rue pour protester contre des politiques menées à la hussarde. Les manifestations, aussi passionnées soient-elles, ne suffiront pas pour établir précisément le vrai visage de la France politique d'aujourd'hui.

Il est grand temps que la France les gouvernants, je demande un peu de courage : de nous regarder en face et de nous permettre, démocratiquement, de prendre la parole. A notre tour. Et de faire vivre plus intensément, plus justement, plus fraternellement la République.

Roland CASTRO

(1) MUC - 32, boulevard Ménilmontant, 75020 Paris, <http://utopiesconcretes.org/>.

(2) **NDLR** : En fait, c'est la loi organique du 18 juin 1976 qui instaure la publication par le Conseil Constitutionnel des signataires.

royaliste 

SOMMAIRE : p.2 : A propos des 500 signatures - p.3 : Démagogie socialiste - Bien l'bonjour Monsieur Vélo - p.4 : Donald et le Tamiflu - Un échec de M.Sarkozy - p.5 : Retrait d'Irak - p.6/7 : A nouveau le socialisme - p.8 : La Revue - L'état de nécessité - p.9 : Le diagnostic de Pierre Manent - p.10 : Général Leclerc, maréchal de France - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Retour sur un choc.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (47 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Démagogie socialiste

Sans tenir compte de la protestation d'éminents historiens contre la législation portant sur certains événements historiques, le Parti socialiste va proposer une loi sanctionnant la négation du génocide arménien.

A la fin de l'année dernière, dix-neuf historiens « émus par les interventions politiques de plus en plus fréquentes dans l'appréciation des événements du passé et par les procédures judiciaires touchant des historiens et des penseurs » rappelaient dans une déclaration que « *L'historien n'accepte aucun dogme, ne respecte aucun interdit, ne connaît pas de tabous* » et que « *dans un État libre, il n'appartient ni au Parlement ni à l'autorité judiciaire de définir la vérité historique. La politique de l'État, même animée des meilleures intentions, n'est pas la politique de l'histoire* » (1).

En conséquence, ils demandaient l'abrogation de lois portant notamment sur les Arméniens et sur l'esclavage au motif que ces textes étaient « indignes d'un régime démocratique ».

Parmi ces historiens, Jean-Pierre Vernant et Pierre Vidal-Naquet, Elisabeth Badinter, Jacques Julliard et Antoine Prost...

Le Parti socialiste n'a pas lu ou pas compris la portée de cette protestation puisque ses députés vont déposer le 18 mai une proposition de loi destinées à sanctionner la négation du génocide arménien.

Cela signifie que les députés signataires de la proposition veulent aller toujours plus loin dans une *vérité historique d'État* absurde et odieuse. Absurde comme l'est déjà la loi du 29 janvier 2001 par la-

quelle « *La France reconnaît publiquement le génocide arménien de 1915* » sans que soient indiqué le lieu du crime et l'identité des criminels. Les socialistes vont-ils donner des éclaircissements historiques ? Ils prendraient alors beaucoup de risques...

Surtout, comment peuvent-ils ignorer que la sanction pénale du *négationnisme* dissuadera tous les historiens français de travailler sur la question turco-arménienne ? Vont-ils se mettre à condamner tous les massacres de masse commis hors de toute responsabilité française en différents points du globe et à toutes les époques ?

Nous sommes en plein délire. Cela dit, que les Français d'ascendance arménienne ne se fasse aucune illusion sur la sollicitude dont ils font l'objet : la proposition de loi socialiste est déposée à l'initiative des députés des Bouches-du-Rhône, qui s'intéressent aux 80 000 électeurs marseillais désignés comme *Arméniens* et qui bénéficient déjà de toutes les attentions de la droite, et singulièrement de Jean-Claude Gaudin. Des descendants de victimes sont ainsi l'enjeu d'une surenchère électorale au cours de laquelle la raison historique et la raison juridique sont sacrifiées.

Sylvie FERNOY

(1) Voir dans *Royaliste* n° 873, l'article de Gérard Leclerc *La sagesse des historiens* et aussi dans *Royaliste* n° 875, celui de Bertrand Renouvin *Politique de l'oubli*.

Bien l'bonjour, Monsieur Vélo

Après avoir perdu la bataille du CPE, le Premier ministre et ses fidèles battent en retraite sur les sujets qui pourraient fâcher. Heureusement qu'il y a la bicyclette...

Cela pourrait s'appeler le Cycle Galouzeau : après la provocation gouvernementale sur le CPE, les manifestations de masse et la défaite cinglante du Premier ministre, on sombre en haut lieu dans l'attentisme frileux, on balise les itinéraires de fuite, on noie les rapports sensibles dans les propos verbeux.

Qui ne se souvient de l'enterrement rapide du projet d'interdiction de fumer dans les lieux publics qui mécontentait les cafetiers et les restaurateurs ? Autre exemple de gestion par l'inertie et de gouvernance pétrocharde : le rapport du *Conseil national de la Chirurgie* qui propose la fermeture, par mesure de sécurité, de 113 blocs opératoires. Le tour de passe-passe du ministre de la Santé, un certain Xavier Bertrand, a été tout à fait remarquable.

Dans un premier temps : mouvement de menton. Le ministre déclare qu'il agira « *sans hésiter et sans tarder* » quand la sécurité ne serait pas « *au rendez-vous* ». Non mais !

Un grondement de protestations d'élus locaux et de membres du personnel hospitalier se fit alors entendre...

D'où un deuxième temps : relâchement des mâchoires ministérielles. Le bonhomme Bertrand déclare que la décision de fermer des blocs chirurgicaux sera prise « *au cas par cas* ». Après avoir com-

mandé un rapport qui a été fait après enquête sur le terrain, on retourne sur le terrain pour inspecter les 113 blocs. C'est ce qui s'appelle donner du temps au temps.

D'où le troisième temps : celui de l'enterrement provisoire d'une cause possible de protestations, sans prise en considération des patients qui ne sauront pas avant belle lurette si leur bloc est, s'il l'on ose dire, opérationnel.

Cela dit, nous ne pouvons prétendre que le gouvernement est composé d'incapables puisque le ministre des Transports a pris une formidable initiative : la nomination d'un *Monsieur Vélo*, Hubert Peigné. Cet ingénieur des Ponts et Chaussées occupera le poste enviable de « *coordonnateur interministériel pour le développement du vélo* » avec pour mission de favoriser les *modes doux*, autrement dit les relations délicieuses entre piétons, cyclistes et automobilistes.

Nous attendons avec impatience le rapport Peigné en espérant qu'il saura faire *jouer les synergies* pour un *développement durable* et une *gestion éclairée du partage citoyen* des trottoirs sachant prendre en compte le problème des déjections canines dans un esprit de *concurrence libre et non faussée* entre sociétés prestataires de services. Ouf !

Angélique LACANE

Donald et le Tamiflu

Six mois. Sans le CPE nous y serions encore. Où est-elle la sinistre pandémie qui devait éradiquer tous les oiseaux de la terre puis passer à l'homme et nous décimer ?

Le virus de la grippe aviaire a été détecté il y a neuf ans au Viêt-Nam, et, depuis, seulement une centaine de décès humains peuvent sérieusement lui être imputés, et ce, dans le monde entier.

C'est le ministère de la Santé américain qui a assuré la *promotion* mondiale de la grippe aviaire et la *Food & Drug administration* celle de l'efficacité du Tamiflu comme préventif, notamment par le biais d'une pression intense sur l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Selon les revues indépendantes et mondialement réputées *The Lancet* et *Prescrire*, l'efficacité du Tamiflu est largement sujette à question. Comment un tel produit, qui ne fait que s'attaquer imparfaitement aux symptômes de la grippe commune, pourrait s'attaquer efficacement à un virus mutant comme le H5N1 ? Les médias dominants du monde entier, sans enquête sérieuse et avec alarmisme, ont relayé la campagne du commerce de la peur. Le Tamiflu est devenu en 2005 la *vache à lait* du laboratoire Roche, qui le commercialise et que les gouvernements du monde entier ont stocké en formidable quantité.

Roche a acheté la licence du Tamiflu en 1996 à Gilead pour un montant non communiqué et 10 % sur les ventes. Cette firme étatsunienne a été présidée de 1997 à 2001 par celui qui reste aujourd'hui son principal actionnaire, un dénommé Donald Rumsfeld, actuel secrétaire à la Défense. Comme par hasard, en 2005,

Gilead a dénoncé l'accord et obtenu une révision du partage du gâteau avec Roche, et également le contrôle des autorisations de fabrication données à des tiers. En 2005, le taux de rentabilité nette de Gilead a été de 34 %. Avec 1,3 milliards de dollars de chiffre d'affaire, cette entreprise dispose d'un cash-flow de 1,2 milliards ! Rumsfeld a vu sa fortune s'enfler de plusieurs millions de dollars en un an.

La base du Tamiflu est l'anis étoilé, qui pousse en Chine, au Laos et en Malaisie. Roche a acquis, **dès 2004**, soit **avant** le début de la *médiatisation* du H5N1, 90 % de la production d'anis étoilé sur les prochaines années. En novembre 2005, un communiqué du Département de la Défense indique que Rumsfeld ne prendra pas part aux décisions du gouvernement concernant les mesures préventives contre la *pandémie*. Début 2006, Bush dévoile son plan de lutte contre la pandémie, tout en rappelant qu'aucun oiseau contaminé n'avait encore été détecté sur le sol étatsunien et que la maladie ne se transmettait pas encore d'homme à homme. Ce plan représente 7 milliards de dollars, donc 3 milliards d'aides directes aux entreprises des États-Unis impliquées dans la recherche, dont évidemment Gilead, et le stockage de centaines de millions d'unités de Tamiflu.

Voilà des faits non susceptibles d'être infirmés. Qu'en pensez-vous ?

Pascal BEAUCHER

Un échec de M. Sarkozy

Organisée au moment où la révolte contre le CPE prenait de l'ampleur, une manifestation de prostituées des deux sexes contre la loi Sarkozy est malheureusement passée inaperçue.

C'était le 4 mars, rue de Varennes, près de l'hôtel Matignon. Un groupe de *travailleurs du sexe* réunis dans l'association *Les Putes* manifestait sans agressivité aux cris de « *Plus de caresses, moins de CRS* » afin de souligner la gravité d'une situation dont les médias ne parlent guère.

De fait, les femmes et les hommes qui se prostituent vivent dans une dangereuse absurdité depuis l'entrée en vigueur de la loi sur la sécurité intérieure de mars 2003 : la prostitution demeure une activité libre (c'est le proxénétisme qui est interdit) mais les prostitués ne peuvent plus exercer leur activité dans des conditions acceptables puisque la loi réprime à la fois le racolage actif et un racolage *passif* qu'il est impossible de définir. Or les prostitués risquent jusqu'à deux mois de prison et 3 750 euros d'amende - plus le retrait de la carte de séjour s'ils sont étrangers.

On retrouve la méthode chère à Sarkozy : nettoyage policier des trottoirs et ventilation des travailleurs du sexe afin que la prostitution devienne invisible et que les habitants des beaux quartiers ne soient pas dérangés par cette activité généralement nocturne. De ce point de vue, le ministre de l'Intérieur a obtenu des résultats et il est certains que nombre d'électeurs

habitant les centres urbains lui en seront reconnaissants.

Mais ce nettoyage ne constitue pas une politique. Nous avons toujours dit que, du point de vue de l'État, la question de la prostitution ne se pose pas en termes de réprobation et de sanctions : elle doit être envisagée selon des objectifs généraux de sécurité des personnes (ceux et celles qui se prostituent) et de santé publique (pour les prostitués et pour leurs clients), les questions relatives à l'ordre public ne devant pas être perdues de vue.

Or la France n'a toujours pas de politique quant à la prostitution. La dispersion des prostitués augmente les risques d'agression et diminue l'efficacité des campagnes de prévention des maladies sexuellement transmissibles. La police manque de moyens pour détruire les réseaux internationaux de traite des êtres humains et nous attendons toujours des programmes de protection et de reclassement des prostitués qui veulent cesser leur activité.

Bien entendu, on continuera de faire silence sur la prostitution - un silence entrecoupé d'émissions télévisées mêlant comme d'habitude l'indignation et le voyeurisme.

Annette DELRANCK

Retrait d'Irak

Les États-Unis n'ont pas d'autre choix que de se retirer d'Irak. L'enjeu n'est plus désormais que de savoir si ce retrait sera une déroute ou un rebond.

Washington possède un calendrier : fin 2006 les 138 000 hommes devraient être ramenés à 100 000. L'annonce sera utile pour les élections de mi-mandat en novembre prochain, mais elle relève d'un plan stratégique. Fin 2007, la nouvelle armée irakienne devrait être pleinement opérationnelle et prendre le relais. Si tout parallèle avec le Viêt-Nam doit être écarté, on pourrait parler d'*irakisation* de la guerre comme il y a eu la *vietnamisation*. Pour autant, les Américains ne redoutent-ils pas d'avoir à quitter Bagdad comme ils ont quitté Saïgon ?

Pourquoi quitteront-ils l'Irak ? Parce que l'armée y est favorable et parce que les États-Unis ont déjà dépensé 250 milliards de dollars en trois ans, bien plus que les calculs des stratégies et des économistes n'avaient fait accroire au Congrès. Les prévisions ont été révisées à la hausse. Les projets grandioses de reconstruction qui devaient être garantis par la privatisation de l'économie et notamment du pétrole ont disparu dans les sables. Cet engagement aussi lourd ne doit pas freiner le retrait (tout cela pour rien ?) mais l'accélérer pour éviter le plongeon financier.

Si l'armée d'occupation ne dispose pas de suffisamment de moyens, c'est parce que les objectifs définis ne peuvent pas être atteints quel que soit le prix. Parce qu'ils sont irréalistes. L'armée américaine

n'est pas une armée coloniale a fortiori impériale. Les moyens sont limités parce que la mission est limitée. Encore faut-il la définir. Elle a changé plusieurs fois autant que les gouverneurs et proconsuls. Mais depuis l'adoption de la Constitution et les élections, et s'il ne s'agit pas de pétrole et d'économie, de quoi parle-t-on ? Comme en Afghanistan, du terrorisme d'Al-Qaïda ? Quelques forces spéciales suffiraient. De l'unité de l'Irak pour ne pas faire peur aux Turcs qui interviendraient si le Kurdistan était indépendant ? La question est plutôt à voir avec Ankara. Donc des milices à faire rentrer dans l'ordre et à dissoudre ? Or elles contrôlent déjà l'essentiel et continueront quoi qu'il advienne. Qu'il y ait une lutte pour le pouvoir au sein de la majorité chiite, qui le nierait ? Mais Washington, pour être en mesure d'exercer une influence décisive sur elle, serait mieux placé à partir de l'extérieur plutôt que d'être impliqué de l'intérieur, englué dans ses méandres orientaux à travers leur ambassadeur *autochtone* Khalilzad et finalement disqualifié par son occupation quasi unanimement rejetée par la population. Les divers clans sont stigmatisés dès qu'ils *bénéficient* du soutien américain. La Maison Blanche a déjà usé plusieurs *poulains*. Le Premier ministre Jaafari n'est pas le dernier. Et si la clé était à Téhéran, où sont les leviers dont y dispose la diplomatie étatsunienne ?

Le retrait d'Irak devient de plus en plus impérieux à mesure que grandit l'hégémonie

de l'Iran dont on savait qu'elle serait le résultat quasi mécanique des deux guerres d'Afghanistan et d'Irak. Ceux qui voudraient être plus menaçants à l'égard du gouvernement de Téhéran sont les premiers à regretter le poids des opérations en Irak. A moins que l'on ne puisse déplacer d'un coup les forces américaines de l'autre côté de la frontière, qu'elles ne soient présentement en Irak que pré-positionnées avant une intervention massive en Iran, hypothèse qu'il ne faut pas rayer d'un trait de plume. Une Amérique non embourbée en Irak serait plus libre de traiter en profondeur et en finesse la question iranienne, autrement plus grave et complexe. L'Iran n'est pas un second Irak ou un Irak bis !

L'intérêt bien compris de l'Amérique commande le retrait d'Irak. Où, quand, comment ? Il ne faudrait pas laisser aux événements, c'est-à-dire aux provocations de l'adversaire - tactique de l'imam Sadr -, le soin d'en décider. Washington doit reprendre la main. La France, qui fut la première à l'avertir, devrait avoir pour responsabilité d'être la dernière à l'accompagner hors d'Irak. Loin d'adopter un profil bas pour se faire oublier et admettre à nouveau dans les bonnes grâces, on ne sait à quelle fin, Paris doit au contraire donner le signal, engager la marche arrière dans les meilleures conditions, afin de mieux rebondir au profit d'un redéploiement autour d'une nouvelle stratégie intelligente au Moyen-Orient, ce qui fut l'inspiration de sa propre *politique arabe* après son retrait d'Algérie.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **MONACO** – Le prince Albert II est parti sur les traces de son arrière-grand-père, le prince Albert I^{er}, père de l'océanographie moderne, qui avait mené quatre campagnes d'exploration dans l'Arctique. En effet, le souverain féru d'environnement a conduit une expédition scientifique de dix jours au Pôle Nord qui a ralliée la base météorologique russe de Bornéo, soit environ 120 km en traîneau à chiens. Outre l'intérêt scientifique de l'expédition l'un des autres buts du prince est de sensibiliser l'opinion sur les problèmes d'environnement : « *Il faut faire davantage pour que chacun ait conscience des problèmes d'environnement (...)* D'autres scientifiques l'ont fait avant nous mais si, modestement, par cette action, nous arrivons à soulever encore les problèmes d'environnement et peut-être forcer certains dirigeants à prendre des actions plus fortes, cette expédition aura atteint ses objectifs et j'en serais très heureux ».

♦ **ROUMANIE** – Le roi Michel de Roumanie a effectué un déplacement à Brasov au cours duquel le Conseil régional lui a décerné un Diplôme d'excellence qui lui a été remis par son président, Aristotel Cănescu, à l'occasion de son 85^e anniversaire. Le roi a souligné que l'année 2006 était très symbolique pour la famille royale car elle marquait les 125 ans de l'indépendance du pays et les 140 ans de l'accession au trône du roi Carol I^{er} fondateur de la dynastie.

♦ **TONGA** – Afeaki, l'un des conseillers les plus proches du roi de Tonga, Taufa'Ahū Tupou IV, a rendu public une proposition concernant l'avenir institutionnel et politique de l'archipel, recommandant ainsi un modèle inspiré de la monarchie britannique. Ces propositions seront présentées au Comité National pour les Réformes Politiques, mis en place l'an dernier après une longue grève qui avait eu pour but de réclamer une réforme institutionnelle au sein du royaume. Selon ce projet, le roi resterait en place, mais les rouages exécutif et législatif offriraient une plus large part à la représentation populaire directe, issue du suffrage universel.

Depuis la fin de l'an dernier, le prince Tupouto'a a reçu le titre de Régent, en raison des absences prolongées du roi Tupou IV (87 ans), qui se rend fréquemment en Nouvelle-Zélande pour raisons médicales.

♦ **GRANDE-BRETAGNE** – La reine Elisabeth II a fêté ses 80 ans dans une relative discrétion avant les célébrations nationales qui auront lieu le 21 juin. Pour les Britanniques cet anniversaire revêt une importance particulière, tant la reine d'Angleterre symbolise la stabilité dans le tumulte qu'a connu le royaume ces dernières années. Selon le recensement effectué par le Palais, la reine participe à quelque 470 événements chaque année, elle a visité 129 pays en plus de ses 250 déplacements officiels. Chaque soir, elle reçoit un compte-rendu des activités du Parlement et chaque mardi le Premier ministre s'entretient avec elle. Elle a connu une dizaine de chefs du gouvernement, de Winston Churchill à Tony Blair. Et si elle ne possède pas de pouvoirs politiques, Elisabeth est pour bien des Britanniques un point de repère dans un monde mouvant.

A nouveau le socialisme

Parmi les dirigeants de la droite et de la gauche, rares sont ceux qui pensent qu'une candidature à l'élection présidentielle doit s'appuyer sur un projet complet élaboré en commun. Refusant que la campagne électorale se fasse sur l'image excessivement personnalisée d'un candidat et sur un assortiment de formules publicitaires, deux socialistes représentatifs de l'aile gauche de leur parti proposent un projet politique qui sera soumis au vote des militants avant la convention nationale du Parti socialiste, le 17 juin. Il mérite une lecture critique, à gauche et au-delà de la gauche.

Nous ne sommes pas socialistes et nous ne nous situons pas à gauche. Mais il est pour nous essentiel que les candidats à la présidence soient porteurs d'un projet politique médité et cohérent pour la nation et pour la France dans le monde.

Tel n'est plus le cas depuis de trop nombreuses années. Or les citoyens ont besoin de confrontations argumentées pour faire leurs choix, et la démocratie ne peut exister hors du conflit pacifique entre une majorité et une opposition structurées par une pensée et par un corps de propositions.

Pour partie, notre crise politique s'explique par l'absence, depuis 2002, d'une opposition de gauche déterminée : principale force sur ce côté de l'échiquier, le Parti socialiste n'est plus porteur des révoltes et des espérances populaires, comme il le fut avant 1981 avec François Mitterrand.

Or voici que l'aile gauche du parti hollandiste, animée par Marc Dolez et Gérard Filoche, présente un projet - *stricto sensu* - bouleversant dans la mesure où il s'analyse comme un projet résolument socialiste : il est nourri par la tradition socialiste authentique, il rompt effectivement avec l'idéologie et les pratiques néolibérales des oligarques de gauche, il entend répondre aux aspirations populaires qui se sont massivement exprimées lors du référendum du 29 mai et pendant la bataille contre le *contrat première embauche*. Pour notre part, nous y retrouvons les illusions généreuses, les impasses et les propositions institutionnelles dangereuses qui sont caractéristiques de la gauche en général et du socialisme français en particulier.

D'où notre lecture critique, qui prolonge le débat amical que nous avons avec Gérard Filoche depuis bien des années.

Tel qu'il s'énonce, le projet présenté par « *Forces militantes pour la démocratie et le socialisme* » (1) est tout à fait clair : un appel est lancé au peuple français « *Pour une VI^e République Sociale* » qui s'appuie sur un ensemble très dense de « *propositions pour une alternative antilibérale* ».

Historiquement, le socialisme français et européen s'est fondé et s'est affirmé dans l'opposition à l'idéologie individualiste et au système économique libéral, dans le respect de l'État de droit et des institutions parlementaires. L'évidence doit être soulignée : ce projet est socialiste, et nous n'avions rien lu de tel depuis les années soixante-dix du siècle dernier !

On passera sur l'analyse de la situation française et sur le bilan désastreux du gouvernement de droite, renvoyant nos lecteurs soucieux de comparaisons précises aux rapports politiques présentés aux

congrès annuels de la Nouvelle Action royaliste.

Quant au **démantèlement du dispositif ultra-libéral**, nos souhaits rejoignent ceux de la gauche socialiste : liquidation des dispositifs qui détruisent le système des retraites (des mesures Balladur de 1993 à la loi Fillon de 2003) ; suppression dans le Code du travail des dispositions concernant l'apprentissage dès 14 ans ainsi que le travail de nuit et le dimanche dès 15 ans ; abrogation des lois Raffarin de décentralisation (révision constitutionnelle du 13 mars 2003, loi organique du 12 août 2004) ; retrait de toutes les mesures visant au naufrage des entreprises publiques...

Quant aux **propositions économiques et sociales**, nos points d'accord sont nombreux.

Augmenter les salaires ? Oui. Ceci dans un souci de juste redistribution du revenu national et d'efficacité économique car des salaires élevés stimulent la demande intérieure globale et assurent la relance de l'activité – du moins dans le cadre d'une économie protégée. Pour fixer les idées, la gauche socialiste propose que sur les 160 milliards de profits réalisés sur le dos des salariés depuis 23 ans, cent milliards soient restitués

en cinq ans aux spoliés. L'effet sur la compétitivité serait nul puisque, comme chacun le sait, les profits ne servent plus guère à financer les investissements.

Augmenter les minima sociaux ? Oui. Le RMI, les indemnités de chômage et le minimum vieillesse ne doivent pas être inférieurs à un revenu de 800 euros bruts et sont à indexer sur le Smic qu'il faut bien entendu augmenter de toute urgence.

Assurer l'égalité professionnelle entre hommes et femmes ? Oui. Toujours reporté, l'application rigoureuse du principe d'égalité favorisera, là encore, la justice et l'efficacité économique.

En finir avec la précarité ? Oui. Il faut sanctionner durement l'usage de contrats précaires sur des postes permanents, requalifier les CDD successifs en contrats à durée indéterminée et établir un nouveau mode de contrôle administratif des licenciements.

Étendre et renforcer le secteur public ? Oui au retour à 100 % d'EDF et de GDF dans le secteur public. Oui à la création d'un service public pour les personnes âgées et dépendantes. Oui à la nationalisation de l'eau. Oui à la constitution d'un « pôle financier public », à « l'appropriation publique de banques privées » si nécessaire - ce sera nécessaire ! - et à la mise en œuvre d'une politique industrielle qui implique le contrôle et l'impulsion de la puissance publique.

Revenir aux principes fondamentaux de la protection sociale ? Oui. Mais le sujet appelle à de longs commentaires et nous renvoyons là encore à la comparaison entre le projet de la gauche socialiste et les motions adoptées par la Nouvelle Action royaliste car nous tenons à souligner deux critiques fondamentales :

Quant au **projet européen**, la gauche socialiste ne déçoit pas : elle reste désespérément

fidèle à son utopie sympathique, généreuse mais inopérante de *l'Europe sociale*. Il va sans dire que l'augmentation de la protection sociale et la généralisation du bien-être doit être décidée et mise en œuvre pour l'ensemble du continent européen. Ce qui implique un changement complet de politique monétaire et budgétaire, ainsi que la définition d'une politique industrielle et l'établissement d'un tarif douanier commun.

Cette politique de coopération souplement planifiée et rendue possible par le contrôle politique de la Banque centrale européenne peut rapidement être appliquée dans le cadre de la confédération européenne associant toutes les nations du continent. Or la gauche socialiste continue de désigner un chemin d'évasion : un gouvernement européen responsable devant un Parlement élu au suffrage universel direct.

Cette formule parlementariste est contraire à la logique politique : on voit dans chaque nation que le régime parlementaire ne joue un rôle positif que dans la mesure où il existe un pouvoir arbitral, effectivement médiateur. Tel est le cas dans les monarchies européennes et dans notre monarchie élective... quand le président n'est pas étranger au souci politique.

Faut-il dès lors envisager l'élection d'un chef d'État européen ? Nous serions alors dans une logique fédéraliste que les supranationalistes les plus déterminés n'ont pas réussi à enclencher : la construction européenne n'a pu se faire que sur le mode de l'intergouvernementalité.

On peut toujours envisager un grand bond en avant. Mais il se heurterait à un vieux principe de réalité : ce sont les nations indépendantes et les États souverains qui constituent l'identité historique de l'Europe et son actuelle union juridico-politique se briserait si les nations cessaient de lui donner sa structure et sa dynamique. Plus précisément,

l'Europe sociale s'est affirmée depuis 1945 selon des modèles sociaux nationaux, démocratiquement adoptés et développés sous l'impulsion des États.

Nous sommes en situation d'urgence : la relance de la politique sociale sera infiniment plus rapide et plus décisive dans le cadre national que par le biais d'un improbable gouvernement européen. Le *nouvel internationalisme* sera celui de l'internationale des nations - ou ne sera rien.

Quant aux **institutions françaises**, il y a lieu de marquer notre totale hostilité aux propositions de la gauche socialiste en vue d'une *VI^e République*. La gauche socialiste ne veut plus de la République gaullienne et rejette (à juste titre) « tout type de régime présidentiel ». Du coup, elle ne trouve rien de mieux que le régime d'Assemblée - qui était la pratique honteuse et malfaisante d'un parlementarisme qui n'avait pas trouvé son point d'équilibre entre les pouvoirs.

Il est étrange de constater que cette gauche veut détruire les institutions qui ont assuré l'arrivée des socialistes au pouvoir, les deux septennats de François Mitterrand et des cohabitations assez paisibles - même si elles furent insatisfaisantes. Ainsi, la gauche socialiste propose de supprimer l'élection du président de la République au suffrage universel : retour à l'inauguration des chrysanthèmes par destruction du pouvoir symbolique (maintien du lien politique) et de la capacité effective d'arbitrage ! Elle voudrait aussi transférer au Premier ministre les pouvoirs



■ **Le Parti socialiste a fêté ses 100 ans, mais est-il encore porteur d'un quelconque projet ?**

dévolus au président de la République, notamment en matière de défense : c'est absurde et cela pourrait être criminel pour une nation qui dispose de l'arme nucléaire - la dissuasion ne pouvant être mise en œuvre que par un pouvoir politique capable d'agir rapidement et en pleine indépendance à l'égard des partis. Un système à l'anglaise sans la monarchie est voué à l'échec.

Enfin, dire que le Sénat est une *anomalie* et qu'il devra être *profondément modifié*, voire *supprimé* nous engage vers l'établissement de la dictature de l'Assemblée unique - donc du parti majoritaire. Telle est la démocratie réelle dont rêve la gauche socialiste !

Nous demeurons quant à nous gaullistes ou pour mieux dire gaulliens - fermes défenseurs, en attendant mieux, de la monarchie élective qui permet à la France de résister vaille que vaille à la crise économique et sociale et à la démission de ses élites politiques.

Chers amis de la gauche socialiste, continuons le débat !

Sylvie FERNOY

(1) cf. la revue *Démocratie et Socialisme*, n° spécial 134, avril 2006 et le site www.democratie-socialisme.org

La Revue

L'état de nécessité

A nouveau publiée, *La Revue de l'Intelligent* faisait peser par son titre un soupçon injustifié de prétention sur son équipe rédactionnelle. Mais voici que le bimestriel édité par le groupe *Jeune Afrique* devient simplement *La Revue* - choix judicieux qu'on espère définitif.

Le deuxième numéro tient en effet les promesses du premier. L'iconographie est toujours superbe et nombre d'articles méritent d'être conservés. Le dossier sur la Chine est solide, loin des naïvetés admiratives : présentation des énigmatiques Fils du Ciel par Jacques Bertoin, enquête de Séverine Bardon sur les nouveaux prolétaires, étude de Dorian Malovic sur la démographie, portrait du président Hu Jintao...

On peut faire l'impasse sur l'inévitable Ségolène Royal, pour lire attentivement le reportage de Joséphine Dedet sur les Kurdes, qui permet de mieux comprendre la relance de l'agitation de rue en Turquie. Il faut aussi retenir les propos de Frédéric Mitterrand sur les indépendances du Maroc et de la Tunisie, en prélude aux émissions télévisées qu'il a réalisées sur ce sujet. Notons au passage une inexactitude sur Lyautey, qui n'était pas « *un homme de l'Action française* ».

Bon débat enfin sur les délocalisations, avec la réponse d'un banquier d'affaires, Laurent Veyrenc, à l'article publié dans le premier numéro. Il est savoureux et instructif de voir un banquier exécuter proprement le concept de partage international du travail !

Jacques BLANGY

📖 (1) « *La Revue*, Pour l'intelligence du monde », n° 2, mai/juin 2006 - 194 p. - prix franco 12 €

Faut-il respecter la loi, quand celle-ci bafoue le droit - autrement dit la relation d'égalité qui est au principe de la justice sociale. Question actuelle et très ancienne, toujours cruciale.

Professeur de philosophie, Nicolas Israël s'est employé à éclaircir des notions qui s'embrouillent souvent dans la tête de ceux qui cherchent des références dans la pensée médiévale, sans être spécialistes de Thomas d'Aquin et de Suarez.

Qu'est-ce que la loi naturelle ? En quel sens peut-on parler d'un droit naturel ? Quel est le lien entre cette loi et ce droit ? Ces questions intéressent les historiens de la philosophie mais nous n'utilisons plus ces termes pour penser le juste en général et la justice sociale en particulier.

La bataille politique sur le *contrat de première embauche* et la résistance opposée par des millions de citoyens à la loi votée par le Parlement invite pourtant de manière pressante - car il y aura d'autres conflits de ce type - à repenser les modes de réalisation légale de la justice sociale.

Il est de bonne méthode de remonter à l'origine des concepts modernes et de suivre la manière dont ils se déploient et s'interprètent dans l'histoire de la pensée.

Textes à l'appui, Nicolas Israël explique (1) que, dans la tradition théologique de l'Occident médiéval, la *loi naturelle* est le résultat de l'action de la providence dans le monde - sans être pour autant assimilable à la loi divine (*Tu ne tueras pas...*). Cette loi naturelle est un ensemble de règles morales qui peuvent

être référées à un commandement divin ou qui peuvent être soutenues selon la simple raison.

Comme le droit se définit selon Aristote comme une relation liée par l'égalité, « *la tradition du droit naturel permet d'établir l'existence de relations d'égalité immanentes aux rapports sociaux* » sans qu'il y ait obligatoirement référence à la loi naturelle. Le principe d'égalité entre les êtres humains est dans tous les cas fondateur et implique que la société qui reconnaît cette égalité constitutive tienne la justice pour valeur éminente. Avec Isidore de Séville, il faut dire que « *le droit (jus) est ainsi appelé parce qu'il est juste (justum)* ». Quant à la loi, elle ne se confond pas avec le droit : elle peut être injuste, voire scélérate, contredire le bien commun ou nier la liberté, non moins constitutive des sociétés humaines que l'égalité.

On n'a donc pas attendu la Déclaration des droits de l'homme pour proclamer la liberté et l'égalité mais les principes de 1789, à l'orée de la modernité, sont à replacer dans un impressionnant débat dans lequel interviennent successivement Aristote, Thomas d'Aquin, Guillaume d'Ockham, Suarez, Grotius, Hobbes, Locke et finalement John Rawls notre contemporain.

Chemin faisant, on retrouve la distinction entre *justice distributive* et *justice commutative*, on voit s'élabo-

rer le droit subjectif, on reprend toute la question du droit de propriété - que ceux qui réfléchissent aux futurs modes d'appropriation collective ont avantage à se remettre en mémoire.

Autre point capital : la formulation chez Grotius d'un droit de résistance qui s'affirme dans les situations d'extrême nécessité : l'individu peut transgresser la loi s'il ne perd pas de vue le bien public, donc s'il ne menace pas les droits des autres citoyens. À ces conditions, on a beau invoquer *la loi républicaine* et *l'ordre républicain* - comme Jean-Louis Debré voici peu - la résistance à la loi injuste est légitime dans la mesure où elle vise à rétablir les conditions du bien commun - la *res publica* en tant que telle.

D'où la solide réflexion de Nicolas Israël sur *l'état de nécessité* qu'il faut invoquer lorsque les lois positives, telles qu'elles sont votées, brisent la relation d'égalité entre les citoyens et contreviennent au bien commun. Cet état de nécessité ne détruit pas le droit ni le régime politique légitime mais permet de refonder le droit selon l'exigence commune d'égalité et de liberté et sans faire l'impasse sur la question du régime politique. Car « *le meilleur régime*, conclut Nicolas Israël, *doit être, en réalité, doté d'une puissance souveraine en mesure d'intégrer le droit qui émane de l'état de nécessité* ».

Maria DA SILVA

📖 (1) Nicolas Israël & Laurent Gryn - « *Généalogie du droit moderne, L'état de nécessité* », Payot, 2006, prix franco : 21 €.

Le diagnostic de Pierre Manent

Nous autres Européens – pour parler comme Bernanos – vivons un étrange moment. Nous avons la prétention d'être à l'avant de l'évolution démocratique, en assurant à des centaines de millions d'individus tous les droits auxquels ils aspirent. L'espace de paix qui s'est établi sur notre continent nous semble préfigurer l'idéal auquel tend le monde entier. Et dans ce même moment, nous sommes complètement déstabilisés. Le désaveu du référendum sur le traité constitutionnel a durablement chamboulé notre classe politique, même si elle se garde bien de l'avouer. Le désaccord profond qui a creusé la distance avec l'Amérique en guerre, met en cause notre perception de ce qui est hors de nous et ne ressemble pas à notre rêve. Israël même, *notre allié, notre ami*, en qui nous percevions après guerre le prolongement direct de notre idéal, nous devient opaque, pour avoir muté de l'universel à un particulier farouchement défendu. L'Islam que nous sommes généreusement prêts à accueillir dans notre régime de liberté de conscience, résiste farouchement à notre attente. Face à tout cela, le mutisme est absolu. La satisfaction d'incarner la société ouverte, qui répond à toutes les requêtes modernes, dispense de s'émanciper de la bien-pensance. Heureusement, il nous reste quelques esprits libres, tel Pierre Manent, pour secouer le sommeil dogmatique et poser quelques questions indispensables.

Faut-il rappeler que Pierre Manent est un de nos plus profonds analystes de la philosophie politique moderne, lecteur infatigable de Tocqueville, insatiable dans sa recherche des correspondances entre les intuitions des penseurs et les énigmes de la société démocratique ? Fort de ce bagage sans cesse réinventé, le voilà qui se lance dans un court essai, plutôt provoquant, pour un diagnostic qui défie le silence accablant de nos Européens et oblige, enfin à nommer les choses qui sont tues obstinément. Par exemple : la démocratie devient problématique, lorsqu'elle s'émancipe de son cadre d'exercice qui est la nation, cadre dans lequel elle est apparue et s'est développée. « *La version européenne de l'empire démocratique se signale par la radicalisation avec laquelle elle détache la démocratie de tout peuple réel et construit un kratos sans démos. Ce qui détruit le kratos désormais, c'est en somme l'idée de la démocratie.* » Curieux détournement intellectuel et politique, que le processus qui efface le peuple, détruit les conditions de la délibération collective et aboutit à cette sorte d'agence anonyme, sans lien réel avec un territoire donné, et dont le rôle se résume à ce qu'on appelle gouvernance, et qui devrait être une bonne gouvernance.

Le contraste avec la puissance américaine n'en ressort qu'avec plus de force, en dépit de la référence fondatrice à l'idéal démocratique, qui suppose l'unité humaine, c'est-à-dire la réalisation plénière à l'échelle de la planète, d'une société fondée sur les droits de l'homme et donc la primauté d'un droit incontestable. « *Dans cette perspective, note*

Manent, *il n'y aurait plus de différence collective significative* ». Ce qui est une illusion mortelle : « *Occupés à construire deux tours de Babel jumelles nous ne voyons pas que la séparation entre les groupes humains ne peut être entièrement surmontée, et que cette heureuse impuissance est la condition de la liberté et de la diversité humaine.* »

On a mis en évidence, plus d'une fois, ces dernières années, l'opposition entre une Amérique qui ne craint pas d'écraser l'État voyou, en vertu de la légitimité qui est celle de la nation gardienne du droit et une Europe qui ne chercherait qu'à étendre les bienfaits de sa propre pacification intérieure. Manent montre que dans l'un et l'autre cas, il y a méprise. Le monde est bien autre chose que la projection obligée de l'empire démocratique. Par ailleurs, une telle projection s'accompagne d'un *extraordinaire rétrécissement temporel*. Tout le passé est maudit, toute civilisation contrainte à la repentance. Mais l'éradication des différences s'accompagne d'une reconnaissance de toutes les identités, qui seraient toutes respectables. « *Notre démocratie extrême, qui enjoint le respect absolu des identités rejoint le fondamentalisme qui punit de mort l'apostat. Il n'y a plus de changement légitime, parce qu'il n'y a plus de préférence légitime.* »

par Gérard Leclerc



La familiarité avec le tocquevillisme explique cette exploration d'un réel toujours paradoxal, dont les données plurielles et la part mystérieuse s'opposent au réductionnisme linéaire. La modernité n'obéit pas uniformément aux règles d'un progrès continu de la raison et de la liberté. Il y a toujours un prix à payer, des pièges à déjouer, des responsabilités à assumer et des médiations à respecter. Celle de la nation demeure exemplaire, en dépit des préjugés. Là-dessus, Pierre Manent ose des formules plutôt audacieuses, si l'on mesure le mépris de fer dont beaucoup font preuve contre une forme prétendument obsolète de l'histoire : « *Si notre nation disparaissait soudainement, et que ce qu'elle tient en*

semble se dispersait, chacun de nous deviendrait à l'instant un monstre pour lui-même. Ceux qui se croient les plus émancipés de leur nation vivent encore très largement de sa fécondité. » Bien sûr, notre philosophe n'entend pas récuser ce que l'entente des nations européennes, pour empêcher le retour de conflits mortels, a permis. Il souligne seulement que l'Europe sans ses nations constitutives est un non-sens politique, et que le tournant post-maastrichtien – celui voulu par les partisans du décrochage des nations – signifie sortie de l'histoire et de la démocratie.

La tentation, en effet, est de sortir de l'Europe *au nom de l'Europe*. Une Europe qui ne se comprend plus par son passé et qui est incapable de dire qui elle est. D'où l'épreuve que nous impose Israël, qui a accompli sa sortie de notre continent, et nous invite à dire notre nom. Un nom que nous cachons obstinément, ne voulant pas nous reconnaître une identité différente de la seule humanité. Pierre Manent, toujours provocateur, aborde la question religieuse, refoulée par les mêmes Européens avec terreur, pour montrer qu'elle vit au-delà de la conscience privée, comme une qualité déterminante du lien politique. Affirmer cela, ce n'est pas revenir sur la liberté de conscience. Ce n'est pas réinscrire la chrétienté sur les bannières. C'est identifier une réalité objective. Celle d'une communion que la nation a repris à son compte, en l'associant à la liberté. Le rude questionnement de Pierre Manent ne pourra être récusé.

■ Pierre Manent - « *La raison des nations* », L'esprit de la Cité, Gallimard, prix franco : 12 €.

Général Leclerc, maréchal de France

Parmi les épisodes marquant de la Seconde Guerre mondiale existe-il quelqu'un ignorant celui connu sous le nom de serment de Koufra ? Lorsque Leclerc le prononça, il fallait avoir la foi chevillée au corps pour penser qu'il serait tenu. Foi ! Existe-t-il un autre mot qui résume mieux ce qui est fondamental dans cet homme ?

De nombreux livres ont été écrits sur ce que fut cette exceptionnelle destinée ; celui que vient de publier Jean-Claude Notin n'est pas superflu. Passionnante de bout en bout, souvent émouvante, cette biographie non hagiographique est une réussite.

Né au sein d'une famille aisée de la noblesse picarde, Philippe de Hautecloque est le *pur produit* de son milieu : catholique, patriote, royaliste d'*Action française*. Brillant sujet dominant avec peine une nature colérique c'est un élève qui réussit : les jésuites, Saint-Cyr d'où il sort *dans la botte*, major à Saumur, il intègre - major - l'École de guerre dont les cours sont suspendus en 1939. Affecté en qualité de chef d'état-major du commandant la 4^e D. I., il combat furieusement, blessé il rompt l'encerclement, reprend le combat ; blessé à nouveau, il s'évade c'est alors qu'il prend connaissance de l'appel du 18-Juin et décide de rallier

l'homme à qui il sera entièrement dévoué jusqu'à la fin malgré, parfois, quelques solides ruades.

Le 25 juillet 40 il se présente au chef de la France libre qui, sur-le-champ, le nomme commandant ; peu après l'ordre de mission arrive. Ils seront trois : le capitaine de Boislambert, René Pleven et le nouveau commandant rebaptisé Leclerc. Le but, rallier l'Afrique équatoriale française à la France libre, le 6 août les trois mousquetaires décollent de Londres, l'épopée commence.

Cameroun, Tchad, Gabon sont ralliés, les premiers combats sont engagés contre les Italiens, en mars 41 l'oasis de Koufra est prise, c'est alors le célèbre serment : « *Jurez de ne déposer les armes que lorsque nos couleurs, nos belles couleurs flotteront sur la cathédrale de Strasbourg* ». Leclerc ne lâche pas, une double offensive lui permet de conquérir le Fezzan, de là il rejoint la 8^e armée anglaise à Tripoli.

Attendu depuis juin 40 le premier face-à-face avec *le boche* aura lieu en Tunisie au Ksar Rhilane. Placé en flanc gauche des Anglais, Leclerc se positionne ; une puissante attaque allemande est attendue, Montgomery conscient de la faiblesse des troupes françaises conseille le décrochage, refusé net. Des blindés de la puissante 15^e *panzer division* lancent

l'assaut à trois reprises, trois fois l'attaque est brisée, soixante chars sont détruits, Montgomery qui s'attendait au pire est stupéfait. *Well done !*

L'Afrique du Nord libérée c'est la fusion des troupes de la France libre avec celles de l'Armée d'Afrique, non sans mal tant les antagonismes sont forts et sur fond de querelles Giraud - de Gaulle. Peu à peu cependant la 2^e D. B. s'organise, s'équipe ; elle sera transférée en Angleterre pour débarquer en Normandie le 1^{er} août 1945. L'histoire de cette division entre alors dans la légende. Au-delà de sa puissance militaire elle est aussi un instrument politique aux mains de de Gaulle d'où toute l'ambiguïté de la position de Leclerc. Intégré au sein du dispositif américain il doit affirmer son autonomie d'action ; certains généraux américains le comprendront (Patton) d'autres non, d'où de réels conflits dont le plus notable est l'affaire de la libération de Paris que Roosevelt réservait à ses troupes chargées de superviser la passation des *pouvoirs* de Laval entre les mains d'Édouard Herriot. Accepter cette extravagante politique revenait à nier l'héroïque aventure de la France libre. Après Paris c'est Strasbourg, le serment de Koufra est tenu.

L'histoire de la 2^e D. B. prendra fin en Europe le 5 mai 45 lorsque le drapeau français sera hissé sur le nid d'aigle d'Hitler à Berchtesgaden. Le 19 de Gaulle invite Leclerc à

dîner, il lui annonce des jours sombres pour la France et pour Leclerc lui-même. Pour *L'Humanité* et pour les communistes il devient « *Le général de Hautecloque d'Action française* », exit Leclerc, plus tard lors de l'aventure indochinoise, *L'Huma* le nommera « *comte de Hautecloque général cagouillard* ». Dans la perspective de la révolution à venir c'était un ennemi à abattre.

Quel homme fut donc Leclerc ? Essentiellement un pragmatique qui a su évoluer. Rejet d'un antisémitisme non idéologiquement fondé, rupture avec l'*Action française* dès que ce mouvement a apporté son soutien à Pétain. Leclerc parlera du *funeste Maurras*. Ce farouche partisan de l'Empire français accepte et anticipe les nécessaires évolutions Outre-mer ; en Indochine on lui reprochera de façon véhémement son souci du dialogue, quant à l'Afrique du Nord il découvre avec stupeur l'énorme fossé qui sépare les deux communautés.

Ce monarchiste a-t-il renié ses convictions ? Renier le doctrinaire fourvoyé n'est pas renier un principe. Après guerre Duff Cooper, ambassadeur de Grande-Bretagne en France, dans un portrait qu'il dresse de l'homme pour son gouvernement, le décrit : *monarchiste et catholique*. Ce n'est pas le spectacle que lui donne la France déchirée ou les débats de la IV^e République qui pourraient l'inciter à rallier idéologiquement ce régime. Quant au catholique il l'est profondément, sans tapage, avec pudeur... Un jour, il confiera à l'amiral prêtre Thierry d'Argenlieu son besoin de la messe fréquente et d'une pratique quotidienne de la prière pour le soutenir dans ses combats.

Le 28 novembre 1947, son avion s'écrase non loin de Colomb-Béchar. Sa dépouille affreusement mutilée pourra être identifiée grâce à sa chevalière, son portefeuille et son chapelet qui ne le quittait jamais.

Michel FONTAURELLE

📖 Jean-Claude Notin - « *Leclerc* », Perrin, prix franco : 25 €.

BRÈVES

♦ **duc d'ORLÉANS** – Le célèbre portrait de Ferdinand-Philippe duc d'Orléans par Ingres vient d'être acquis par l'État pour le musée du Louvre. Il est actuellement exposé (jusqu'au 15 mai) dans le cadre de l'exposition « Ingres 1780-1867 » au Louvre.

♦ **TOCQUEVILLE** – Issu d'un partenariat entre le ministère de la Culture, le Conseil général de la Manche et l'École normale supérieure un site internet consacré à Alexis de Tocqueville vient d'être créé : <http://www.tocqueville.culture.fr/>

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 3 mai** - Industriel, Aimé Richardt se passionne pour l'histoire et s'est spécialisé dans l'étude politique et religieuse de la France à l'époque classique. Nous l'avions accueilli une première fois pour le remarquable ouvrage qu'il avait consacré à Colbert et au colbertisme – puis pour plusieurs autres livres.

Aimé RICHARDT revient parmi nous pour évoquer la « **Naissance de la médecine moderne** » à partir de l'ouvrage érudit et drôle qu'il a consacré aux *Médecins du Grand Siècle* et à l'histoire de la médecine de l'antiquité à Louis XIV (cf. *Royaliste* n° 876). On discutera donc théorie des humeurs, bile et atrabile, fièvre synoque et goutte chaude, clystères et graisse de pendu... On évoquera la saleté des villes, l'infection des eaux, les grandes épidémies, la nourriture des riches et la famine. Aimé Richardt montrera aussi que le Grand Siècle est marqué par des progrès décisifs : découverte de la circulation du sang, naissance de la chimie

moderne, fondation de la parasitologie...

● **Mercredi 10 mai** - Théologien, éditeur, écrivain, auteur de documentaires pour la télévision, Jean-François COLOSIMO enseigne à l'Institut Saint-Serge de Paris. Après des études de philosophie à la Sorbonne et un long voyage dans l'Orient orthodoxe, il a terminé ses études par un *Master of divinity* au monastère Saint-Vladimir de New York.

De son expérience américaine et de sa connaissance approfondie des religions, Jean-François Colosimo a tiré un livre sur la théodémocratie aux États-Unis « **Dieu est-il américain ?** »

C'est ce que croient les citoyens d'outre-Atlantique qui cultivent les valeurs démocratiques et politiques d'une religion civile qui naît avec le *Mayflower* et qui demeurera après le départ de George W. Bush : celle qui prédestine l'Amérique à la puissance, exaltent la nation américaine et justifie ses guerres...

Faute de comprendre cette forme de religiosité qui détermine les rapports que les Américains entretiennent avec Israël, le christianisme, les Lumières et l'Islam, faute de bien lire Tocqueville, l'identité américaine, complexe et problématique, ne cessera de nous échapper.

● **Mercredi 17 mai** - Directeur d'Études à l'École des hautes études en sciences sociales, Pierre MANENT se consacre à la philosophie politique. Il est familier de la pensée libérale à laquelle il a consacré de nombreux livres dont *Royaliste* rend compte avec un intérêt soutenu.

Souscription

Qui n'a point d'argent en bourse...

Lancée au début avril, notre souscription a démarré d'une manière satisfaisante si l'on considère le montant total des dons puisque 30 % de l'objectif a été atteint. Mais ce résultat est un peu trompeur puisqu'il comptabilise à la fois les dons qui nous étaient parvenus avant le lancement de la souscription et le versement d'un de nos amis toujours aussi généreux. C'est pourquoi je renouvelle mon appel : nous devons rassembler, avant les vacances, 13 000 € pour que nous soyons hors de difficulté. C'est une somme relativement modeste mais nous ne l'atteindrons que si tous nos lecteurs mettent la main à la poche, même s'ils ne le font que pour quelques euros.

Nous comptons sur vous...

Yvan AUMONT

2^e liste de souscripteurs

Frédéric Aimard 1000 € - Pierre Beauvais 15 € - Djamel Boudjelal 22,86 € - P.-Y.B. (Hauts-de-Seine) 100 € - Jean-Antoine Breuillard 23 € - Jean-Philippe Chauvin 23 € - Claude Crétoux 50 € - Jean Dauvergne 8 € - Guy Delranc 60 € - François Denoël 100 € - Marc Desaubiaux 23 € - Michèle Dutac 21,72 € - Albert Forget 20 € - Jean-Marie Gurvil 10 € - Patrick Jacques 22,86 € - Guy Leclerc-Gayrau 20,58 € - Jean-François et Marie-Thérèse Lépès 50 € - Thierry Lherm 20 € - Jean-François Maurel 300 € - Etienne Ozanne 20 € - A.P. (Haute-Saône) 23 € - Yolande de Prunel 150 € - Stéphane Retzmanick 50 € - Hélène Joannelle 15 € - Jacques Roué-Daéron 70 € - Pierre Sauterey 200 € - François Tanné 100 € - Raymond Tavernier 15 € - Marcel Veyrenc 60 €

Total de cette liste : 2 593.02 €

Total précédent : 1 213.53 €

Total général : 3 806.55 €

Dans son nouvel ouvrage, notre invité s'interroge sur « **La raison des nations** ». La collectivité nationale a la réputation d'être « dépassée » et on nous a annoncé son abolition prochaine dans l'Europe, sans que la prophétie se réalise. Mais on cultive aussi l'illusion d'une humanité dont l'unification se ferait hors de tout pouvoir politique.

En Europe de l'Ouest, les gouvernements sont remplacés par une « gouvernance » évanescence.

Il est résulte une crise des appartenances qui oblige à reprendre l'histoire de la nation, en soulignant la manière dont cette collectivité a constitué la démocratie. L'hypothétique fin des nations impliquerait-elle la mort de la démocratie ?

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste** - CCP 18.104.06.N Paris

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

Adresse électronique :

désire recevoir, **sans engagement de ma part**, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« **Royaliste** », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Retour sur un choc

On a commémoré, le 21 avril, le quatrième anniversaire de l'arrivée de Jean-Marie Le Pen en deuxième place à l'élection présidentielle. L'événement – au sens publicitaire du terme – avait été soigneusement préparé par des sondages, des analyses d'experts et des déclarations de dirigeants socialistes.

En résumé, l'heure est grave : beaucoup de citoyens continuent d'être attirés par l'extrême droite et, selon la formule martelée pendant des jours, un nouveau 21 avril n'est pas à exclure.

Cela dit, on n'a pas encore songé à faire une enquête sur le Front national, qui était une coquille presque vide dès avant l'élection de 2002. On note la concurrence entre Jean-Marie Le Pen et Philippe de Villiers en oubliant de signaler que l'électorat nationaliste autoritaire sera coupé en deux si ces rivaux continuent de se déchirer puis parviennent à se présenter l'année prochaine. On ne veut pas voir que le vieux chef de la « droite nationale » est et a toujours été trop bourgeois pour faire un véritable fasciste. Il gère en bon père de famille son patrimoine électoral, dont sa fille Marine héritera, sans chercher à conquérir le pouvoir. Simplement, les dirigeants socialistes et les médias lui offre l'occasion, rare pour un homme de son âge, d'occuper une fois encore le devant de la scène dans le rôle qui lui va à merveille : celui d'épouvantail pour étourneaux de gauche, celui du Diable Bitru qui fait trembler la vertueuse militance.

Comme toujours, Jean-Marie Le Pen interprète parfaitement

son personnage : il annonce qu'il referra le coup du 21 avril et qu'il sera en tête au premier tour. Mieux : il se fait fort de remporter l'élection présidentielle. On s'inquiète, on s'indigne et voici la machine à fausses frayeurs relancée...

Libre à la gauche de monter le spectacle qui l'arrange : son angélisme contre le retour de la « bête immonde » et les vilénies démagogiques de Nicolas Sarkozy.



Libre à nous de souligner le dérisoire de cette gesticulation « antifasciste ». Ou bien les dirigeants de la gauche n'y croient pas eux-mêmes et se livrent à une manipulation qui prouve leur profond mépris des citoyens. Ou bien ils s'alarment vraiment et en ce cas ils se condamnent. Ils n'ont tiré aucune leçon du « choc » d'avril 2002. Depuis quatre ans, ils se contentent d'une opposition de pure forme, au risque d'encourager les extrémismes qu'ils disent redouter. En quatre ans, la direction socialiste n'a pas trouvé le courage de rompre avec les préjugés idéologiques et sociaux de l'oligarchie mais a au contraire défendu les prescriptions ultra-libérales du « traité consti-

tutionnel ». Désavoués par le peuple français et par une partie de ses électeurs, François Hollande et ses alliés n'ont tenu aucun compte de ce deuxième avertissement. La crise des banlieues, marquée par les émeutes de novembre dernier, n'a pas provoqué l'examen de conscience que l'on pouvait espérer d'une gauche qui porte une large responsabilité dans la paupérisation de la société française. Et nous venons de voir comment la promotion médiatique de Ségolène Royal et la « menace » lepéniste ont repoussé à l'arrière-plan les questions sociales, quelques jours après la fin de la bataille victorieuse contre le CPE.

Nous n'en avons pas fini avec cet aveuglement volontaire. La fièvre lepéniste est le symptôme de la maladie oligarchique : l'oligarque qui reconnaîtrait ce fait se devrait de renoncer à sa carrière politique. Le vote protestataire est la forme élémentaire du rejet de l'ultra-libéralisme : le dirigeant « social-libéral » qui admettrait cette réalité devrait se démettre ou se décider à reconversion politique complète, en rompant avec ses schémas idéologiques et ses préjugés de classe.

D'expérience, nous savons que la lâcheté est la chose du monde la mieux partagée au sein de l'actuelle direction socialiste. Ce serait désespérant si les batailles d'arrêt du 29 mai et de mars dernier n'avaient pas révélé la formidable énergie militante de millions de Français. Il manque au peuple mobilisé et aux révoltés encore muets (ouvriers et employés du privé, cadres moyens et supérieurs) celui ou celle qui saura les rassembler sur le projet politique qui est aujourd'hui en débat.

Nous attendons dans l'impatience.

Bertrand RENOUVIN